

## **La police de Lubumbashi s'attaque à la violence sexuelle**

**Author:** [Héritier Maila](#)

Des centaines de cas ont fait l'objet d'enquêtes par des officiers, mais il n'y a eu que peu de poursuites jusqu'à présent.

A Lubumbashi, dans le sud-est de la République démocratique du Congo, une nouvelle unité de police semble avoir fait des progrès marquants dans la lutte contre les crimes de violence sexuelle, mais l'ampleur du problème à laquelle elle est confronté est effrayante.

L'unité de police, mise en place en avril 2010 dans le but d'apporter une plus grande protection aux femmes et aux enfants, a enregistré 2000 cas de violence sexuelle dans la seule ville de Lubumbashi au cours des cinq premiers mois de son fonctionnement.

"Tous les 2 jours, quelqu'un est arrêté pour un viol commis sur une jeune fille ou son propre enfant," a déclaré le capitaine Aloïs Kalasa, commandant de l'unité de police. "Les cas les plus courants sont ceux de gens qui violent leurs propres enfants, et nous avons déjà eu des cas de père ayant provoqué la grossesse de leurs filles."

L'unité de police implantée dans le quartier Bel Air de Kampemba, à Lubumbashi, est financée par le Fonds des Nations unies pour la population, UNFPA.

"L'objectif de notre unité est de prévenir les crimes de violence sexuelle et de poursuivre les auteurs de tels crimes, afin de les amener devant les organes judiciaires compétents," a déclaré Kalasa.

Parmi les cas rapportés à l'unité de police figure celui de Jeanne Mbelu, dont le mari a violé leur fille de 15 ans.

"Une nuit, j'ai eu une dispute avec mon mari," a raconté Mbelu. "La dispute a été si violente qu'il m'a frappée, et que j'ai dû m'enfuir de la maison."

Elle a expliqué s'être rendue à l'église locale, dans l'idée d'y passer la nuit, mais s'étant sentie trop honteuse pour y entrer en raison de ses blessures, elle avait alors décidé de rentrer chez elle.

"Lorsque je suis arrivée, vers 11h du soir, ma fille m'a entendu frapper à la porte et m'a ouvert en pleurant," raconte-t-elle. "Je lui ai demandé ce qui s'était passé et elle m'a dit que son père l'avait violée. Elle m'a dit qu'il le faisait souvent 'Chaque fois que tu passes la nuit à l'église, il m'appelle et me dit que je dois remplacer ma mère'. Je n'ai pas pu supporter d'entendre cela alors je me suis rendue à l'unité spéciale de la police le jour suivant. Mon mari a été arrêté et il purge aujourd'hui sa peine de 20 ans de prison."

Prisca, un nom d'emprunt, a également été victime de violences sexuelles et explique que l'unité de police l'a aidée à obtenir justice.

"Ma mère est morte quand j'avais huit ans et mon père ne s'est jamais remarié," explique la jeune fille de 16 ans. "J'ai deux soeurs. Je suis la plus âgée. Les autres ont 14 et 12 ans. Mon père a déclaré que nous devions coucher avec lui, et que si nous le faisons, nous aurions beaucoup d'argent étant donné que cela lui apporterait le bonheur et la chance. Chaque jour, il couchait avec l'une d'entre nous. Malheureusement, je suis tombée enceinte. Mon père a eu peur et a voulu s'enfuir, mais nos voisins l'ont attrapé et nous l'avons dénoncé à l'unité de police pour la protection des femmes."

Parlant à l'IWPR depuis le poste de police où il est détenu, son père nous a confié, "Je demande pardon. Je demande à tous les parents de ne pas faire ce que j'ai fait. Je voudrais dire que j'ai fait cela sous l'emprise de la bière. J'espère que mes filles me pardonneront, je mérite d'être envoyé en prison, je reconnais que j'ai fait des choses graves."

D'autres cas de violence sexuelle se sont produits dans des écoles, où quelques professeurs abusent de leurs élèves, leur promettant parfois de bonnes notes en échange de leur soumission.

Francine, 12 ans, dit qu'elle a été une de ces victimes.

"Le professeur m'a dit de rester dans la classe après la fin du cours pour nettoyer la salle," raconte-t-elle. "Je suis restée et puis il m'a forcée à avoir des relations sexuelles avec lui, disant qu'il me donnerait des meilleures notes que tous les autres élèves."

Francine explique que cela s'est produit à plus d'une occasion.

“Un jour où j’étais restée tard à l’école, ma mère est venue et a découvert ce qui se passait,” raconte-t-elle. “Elle est tout de suite allée voir la police.”

Mais il existe certaines inquiétudes par rapport au fait que sur les milliers de cas sur lesquels la police enquête, seuls quelques uns aboutissent à des condamnations.

Kalasa a déclaré que son unité fait tout ce qu’elle peut pour s’attaquer au problème et que, avec le temps, son travail sera en mesure d’avoir un véritable impact.

“Le but de notre unité est d’amener les violeurs présumés en prison et, dans une période qui n’excédera pas 48 heures, de les transférer dans le bureau du procureur pour pouvoir être jugés,” dit-il.

“Je vous assure que dans tous les cas que nous recevons, nous faisons notre travail. Il est vrai que si vous allez en prison, vous ne trouverez pas 2 000 prisonniers reconnus coupables de viol, mais au moins nous avons fait notre travail. Aujourd’hui, nous continuons à enregistrer des cas de viol et je peux vous dire que la fréquence n’a pas diminué tant que ça.”

Jackie Kabera, qui dirige un organe gouvernemental pour la protection des femmes et des familles, salue le travail de l’unité de police, mais indique que la manière dont elle enquête sur les cas doit être améliorée.

Étant donné la stigmatisation qui entoure le viol, Kabera est critique de la manière maladroite avec laquelle la police mène parfois les enquêtes.

“L’unité de police devrait revoir la manière dont elle travaille en appliquant certains principes directeurs, notamment la confidentialité,” a-t-elle dit. “Les cas de violence sexuelle ne devraient pas faire l’objet d’une publicité excessive.”

Elle explique que la police mène souvent des raids sur des hôtels sans égard pour l’intimité des gens.

“Les officiers de police ne devraient pas chercher des cas de violence sexuelle dans des hôtels,” a déclaré Kabera. “La vie privée et la dignité des autres devrait être respectée.”

Elle a suggéré que les mineurs, et ceux qui les emmènent dans des hôtels, soient arrêtés discrètement, à l’entrée ou à la sortie des bâtiments, et indiqué que la police devrait viser les gérants d’hôtels, qui permettent que ces pratiques soient utilisées.

Cependant, Kalasa, a indiqué que les raids sur les hôtels font partie des attributions de son unité et prétend que les médias sont responsables du sensationnalisme entourant de tels crimes, “La responsabilité de la confidentialité et de la médiatisation des cas de violences sexuelles avant l’enquête incombe aux journalistes, qui diffusent à chaud les histoires de violences sexuelles.”

**Héritier Maila est un journaliste formé par l’IWPR.**

**Location:** [Democratic Republic of Congo](#)

---

**Source URL:** <https://iwpr.net/fr/global-voices/la-police-de-lubumbashi-sattaque-%C3%A0-la-violence>